

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Art. 5.** Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 avril 2017.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,  
J. VANDEURZEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/202450]

**4 MAI 2017. — Décret modifiant le décret du 28 novembre 2013 portant création de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation, en abrégé : A.E.I., portant des dispositions diverses et abrogeant la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public (1)**

Le PARLEMENT WALLON a adopté et Nous, GOUVERNEMENT WALLON, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications du décret du 28 novembre 2013 portant création de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation, en abrégé : A.E.I.*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 28 novembre 2013 portant création de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation, en abrégé : A.E.I., les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « l'Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication (A.W.T.I.C.) » sont remplacés par les mots « l'Agence du Numérique »;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 4, alinéa 4, les mots « la société anonyme de droit public dénommée « Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication », en abrégé : « A.W.T.I.C. » » sont remplacés par les mots « l'Agence du Numérique ».

**Art. 2.** Dans l'article 8, § 2, du même décret, les mots « directeur général de l'A.W.T.I.C. » sont remplacés par les mots « directeur général de l'Agence du Numérique ».

**Art. 3.** L'article 25 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 25. A dater du 1<sup>er</sup> janvier 2015, l'ensemble des droits et obligations de l'Agence wallonne des Télécommunications sont transférés de plein droit, en ce compris l'ensemble des subsides, apports publics, sa propriété intellectuelle et son patrimoine informationnel, à la société anonyme de droit public « Agence du Numérique ».

De même, l'ensemble des droits et obligations sociales, dont de manière non exhaustive le transfert automatique des contrats de travail en cours d'exécution et le maintien des droits et avantages des travailleurs transférés, sont également repris à cette même date.

Le transfert des droits et obligations de l'Agence wallonne des Télécommunications à l'Agence du Numérique est opposable aux tiers sans autre formalité à cette même date. ».

**Art. 4.** L'article 26 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 26. L'article 16 entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2015. ».

**Art. 5.** L'article 29 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 29. L'article 23 entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2015. ».

**Art. 6.** Les articles 17, alinéa 1<sup>er</sup>, 18, 19, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret sont abrogés.

#### CHAPITRE II. — *Dispositions diverses et abrogatoires*

**Art. 7.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 2, du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons, modifié par les décrets du 18 décembre 2003 et du 1<sup>er</sup> avril 2004, les termes « l'Agence wallonne des Télécommunications » sont remplacés par les termes « l'Agence du Numérique ».

**Art. 8.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information, au 2<sup>o</sup>, les termes « Agence wallonne des Télécommunications » sont remplacés par les termes « l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation ».

**Art. 9.** Le présent décret abroge les articles 13, 28, 29 et 30 du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux Actions prioritaires pour l'avenir wallon.

**Art. 10.** La loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public, modifiée par les lois du 22 décembre 2008 et du 28 avril 2010, est abrogée.

**Art. 11.** L'article 7 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises est abrogé.

Néanmoins, les très petites entreprises peuvent :

1° continuer à bénéficier de la liquidation de la prime à l'emploi visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, si elles apportent la preuve du maintien du personnel supplémentaire au cours de la période du 1<sup>er</sup> au 8<sup>e</sup> trimestre qui suit le trimestre de référence, à savoir le 3<sup>e</sup> trimestre 2014;

2° continuer à introduire une demande de prime à l'emploi pour les emplois créés du 4<sup>e</sup> trimestre 2014 jusqu'au 4<sup>e</sup> trimestre 2016.

Dans les deux cas visés à l'alinéa 2, elles renoncent, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit la liquidation de la dernière prime à l'emploi dont elles ont bénéficié et selon les modalités déterminées par le Gouvernement, à bénéficier du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré.

En outre, dans le cas visé à l'alinéa 2, 2°, les très petites entreprises ne peuvent cumuler la prime à l'emploi et le supplément pour la création d'emplois octroyé dans le cadre des primes à l'investissement, visées par le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises.

Dans le cas visé à l'alinéa 4, les très petites entreprises renoncent, pendant la durée durant laquelle elles peuvent encore bénéficier des primes à l'emploi et selon les modalités déterminées par le Gouvernement, soit à la prime à l'emploi, soit au supplément pour la création d'emplois octroyé dans le cadre des primes à l'investissement, visé dans le décret du 11 mars 2004 susvisé.

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, les mots « ou une action visée aux articles 7 à 9 » sont supprimés.

A l'article 4 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, l'alinéa 2 est supprimé.

#### CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le présent décret produit ses effets :

1° au 1<sup>er</sup> janvier 2015 en ce qui concerne les articles 1<sup>er</sup> à 7 et 10;

2° au 7 mai 2015 en ce qui concerne l'article 8;

3° au 1<sup>er</sup> janvier 2016 en ce qui concerne l'article 9;

4° au 1<sup>er</sup> janvier 2017 en ce qui concerne les articles 11 et 12.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, les structures locales de coordination agréées poursuivront, au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et conformément à l'article 21 du décret, la mise en œuvre et le développement de la politique de stimulation économique de la Région faisant l'objet d'un financement public issu de la programmation FEDER 2007-2013 et ce, jusqu'à la clôture définitive des obligations liées à ce financement public.

§ 3. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, dans le cadre de la programmation FEDER 2014-2020 et des programmations suivantes, l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation reprend les missions des structures locales de coordination agréées.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 mai 2017.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,  
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,  
C. LACROIX

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement,  
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,  
R. COLLIN

—  
Note

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement wallon, 704 (2016-2017) N°s 1 à 11.

Compte rendu intégral, séance plénière du 3 mai 2017.

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/202450]

**4. MAI 2017 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 28. November 2013 zur Einrichtung der Agentur für Unternehmen und Innovation, kurz A.U.I., zur Festlegung verschiedener Bestimmungen und zur Aufhebung des Gesetzes vom 3. Dezember 2005 zur Einführung einer Ausgleichsentschädigung für Verdienstausfall zugunsten Selbständiger, deren Arbeit aufgrund von Arbeiten auf öffentlichem Eigentum beeinträchtigt ist (1)**

Das WALLONISCHE PARLAMENT hat Folgendes angenommen und wir, WALLONISCHE REGIERUNG, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Abänderung des Dekrets vom 28. November 2013 zur Einrichtung der Agentur für Unternehmen und Innovation, kurz A.U.I.*

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Dekrets vom 28. November 2013 zur Einrichtung der Agentur für Unternehmen und Innovation, kurz A.U.I., werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In § 2 Absatz 2 werden die Wörter "der "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication (A.W.T.I.C.)" (Wallonische Agentur der Informations- und Kommunikationstechnologien)" durch die Wörter "die Digitalagentur ("Agence du Numérique")" ersetzt;

2° In § 4 Absatz 4 werden die Wörter "die Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication (A.W.T.I.C.)" (Wallonische Agentur der Informations- und Kommunikationstechnologien)" durch die Wörter "die Digitalagentur ("Agence du Numérique")" ersetzt.

**Art. 2** - In Artikel 8 § 2 desselben Dekrets werden die Wörter "Generaldirektor der A.W.T.I.C." durch die Wörter "Generaldirektor der Digitalagentur" ersetzt.

**Art. 3** - Artikel 25 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 25 - Ab dem 1. Januar 2015 werden alle Rechte und Pflichten der "Agence wallonne des Télécommunications" (Wallonische Telekommunikationsagentur), einschließlich aller öffentlichen Zuschüsse und Einlagen, ihres geistigen Eigentums und ihrer Datenbanken, von Rechts wegen auf die Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts "Agence du Numérique" (Digitalagentur) übertragen.

Alle sozialen Rechte und Pflichten, zu denen unter anderem aber nicht ausschließlich die automatische Übertragung der laufenden Arbeitsverträge und die Aufrechterhaltung der Rechte und Vorteile der übertragenen Arbeiter gehören, werden ebenfalls an demselben Datum übernommen.

Die Übertragung der Rechte und Pflichten der Wallonischen Telekommunikationsagentur auf die Digitalagentur ist ohne weitere Formalitäten an demselben Datum gegenüber Dritten wirksam."

**Art. 4** - Artikel 26 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 26 - Artikel 16 tritt am 1. Januar 2015 in Kraft."

**Art. 5** - Artikel 29 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 29 - Artikel 23 tritt am 1. Januar 2015 in Kraft."

**Art. 6** - Artikel 17 Absatz 1, 18 und 19 Absatz 1 desselben Dekrets werden aufgehoben.

KAPITEL II — *Verschiedene und Aufhebungsbestimmungen*

**Art. 7** - In Artikel 1 § 2 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses, abgeändert durch die Dekrete vom 18. Dezember 2003 und 1. April 2004, werden die Wörter ""Agence wallonne des Télécommunications" (Wallonische Telekommunikationsagentur)" durch die Wörter ""Agence du Numérique" (Digitalagentur)" ersetzt.

**Art. 8** - In Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten werden in Ziffer 2 die Wörter ""Agence wallonne des Télécommunications" (Wallonische Telekommunikationsagentur)" durch die Wörter ""Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" (Agentur für Unternehmen und Innovation)" ersetzt.

**Art. 9** - Durch vorliegendes Dekret werden die Artikel 13, 28, 29 und 30 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft aufgehoben.

**Art. 10** - Das Gesetz vom 3. Dezember 2005 zur Einführung einer Ausgleichsentschädigung für Verdienstausfall zugunsten Selbständiger, deren Arbeit aufgrund von Arbeiten auf öffentlichem Eigentum beeinträchtigt ist, abgeändert durch die Gesetze vom 22. Dezember 2008 und 28. April 2010, wird aufgehoben.

**Art. 11** - Artikel 7 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe wird aufgehoben.

Die Kleinstbetriebe können jedoch:

1° für die Auszahlung der in Absatz 1 genannten Einstellungsprämie weiterhin in Frage kommen, wenn sie den Beweis für die Erhaltung des zusätzlichen Personals während des Zeitraums vom 1. bis zum 8. Quartal nach dem Bezugsquartal, sprich dem 3. Quartal 2014, erbringen;

2° weiterhin einen Antrag auf Einstellungsprämie für die Arbeitsplätze, die vom 4. Quartal 2014 bis zum 4. Quartal 2016 geschaffen wurden, einreichen.

In den beiden in Absatz 2 genannten Fällen verzichten sie bis zum 1. Januar des Jahres nach der Auszahlung der letzten Einstellungsprämie, auf die sie Anspruch hatten, und nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten darauf, in den Genuss der Bestimmungen des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmers oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio zu gelangen.

In dem in Absatz 2 Ziffer 2 genannten Fall dürfen die Kleinstbetriebe zudem die Einstellungsprämie und den Zuschlag für die Schaffung von Arbeitsplätzen, der im Rahmen der Investitionsprämien im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe gewährt wird, nicht kumulieren.

In dem in Absatz 4 genannten Fall verzichten die Kleinstbetriebe während des Zeitraums, in dem sie noch Anspruch auf die Einstellungsprämien haben, und nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten entweder auf die Einstellungsprämie oder auf den laut dem oben genannten Dekret vom 11. März 2004 im Rahmen der Investitionsprämien gewährten Zuschlag für die Schaffung von Arbeitsplätzen.

**Artikel 1** - In Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe werden die Wörter "oder eine Maßnahme laut Artikel 7 bis 9" gestrichen.

In Artikel 4 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe wird Absatz 2 gestrichen.

### KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

**Art. 2** - § 1. Vorliegendes Dekret wird wirksam:

1. am 1. Januar 2015, was die Artikel 1 bis 7 und 10 betrifft;

2° am 7. Mai 2015, was den Artikel 8 betrifft;

3° am 1. Januar 2016, was den Artikel 9 betrifft;

4° am 1. Januar 2017, was die Artikel 11 und 12 betrifft.

§ 2. Abweichend von § 1 werden die zugelassenen lokalen Koordinationsstrukturen die Durchführung und Entwicklung der Politik zur wirtschaftlichen Belegung der Region, die Gegenstand einer öffentlichen Finanzierung aus der Programmierung EFER 2007-2013 ist, über den 1. Januar 2016 hinaus und gemäß Artikel 21 des Dekrets fortsetzen und dies, bis alle mit dieser öffentlichen Finanzierung verbundenen Verpflichtungen endgültig erfüllt sind.

§ 3. Ab dem 1. Januar 2016 übernimmt die Agentur für Unternehmen und Innovation, im Rahmen der Programmierung EFER 2014-2020 und der darauffolgenden Programmierungen, die Aufgaben der zugelassenen lokalen Koordinationsstrukturen.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 4. Mai 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst, die administrative Vereinfachung und die Energie

C. LACROIX

Der Minister für lokale Behörden, Städte und Wohnungswesen

P.-Y. DERMAGNE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,  
und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

---

#### Fußnote

(1) Sitzung 2016-2017

Dokumente des Wallonischen Parlaments 704 (2016-2017) Nrn. 1 bis 11

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 3. Mai 2017

Diskussion.

Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/202450]

**4 MEI 2017.** — Decreet tot wijziging van het decreet van 28 november 2013 houdende oprichting van het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" (Agentschap Ondernemen en Innoveren), afgekort A.E.I., houdende diverse bepalingen en tot opheffing van de wet van 3 december 2005 betreffende de uitkering van een inkomenscompensatievergoeding aan zelfstandigen die het slachtoffer zijn van hinder ten gevolge van werken op het openbaar domein (1)

Het WAALS PARLEMENT heeft aangenomen en Wij, WAALSE REGERING, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I.** — *Wijzigingen in het decreet van 28 november 2013 houdende oprichting van het "Agence pour l'entreprise et l'innovation" (Agentschap Ondernemen en Innoveren), afgekort A.E.I.*

**Artikel 1.** In artikel 1 van het decreet van 28 november 2013 houdende oprichting van het "Agence pour l'entreprise et l'innovation" (Agentschap Ondernemen en Innoveren), afgekort A.E.I., worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "het "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication (A.W.T.I.C.)"" (Waals Agentschap van Informatie- en communicatietechnologie) vervangen door de woorden "het "Agence du Numérique"";

2° in paragraaf 4, vierde lid, worden de woorden " de publiekrechtelijke naamloze vennootschap genoemd "Agence wallonne des Technologies de l'Information et de la Communication", afgekort "A.W.T.I.C." die" vervangen door de woorden "het "Agence du Numérique" dat";

**Art. 2.** In artikel 8, § 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden "directeur-generaal van het "A.W.T.I.C." vervangen door de woorden "directeur-generaal van het "Agence du Numérique"".

**Art. 3.** Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 25. Vanaf 1 januari 2015 worden alle rechten en verplichtingen van het "Agence wallonne des Télécommunications", met inbegrip van alle openbare subsidies en inbrengen, zijn intellectuele eigendom en zijn informatiepatrimonium van rechtswege overgedragen aan de naamloze vennootschap "Agence du Numérique".

Het geheel van de rechten en van de sociale verplichtingen, waaronder op onvolledige wijze de automatische overdracht van de in uitvoering zijnde arbeidscontracten en het behoud van de rechten en voordelen van de overgedragen werknemers, worden ook op dezelfde datum overgenomen.

De overdracht van de rechten en verplichtingen van het "Agence wallonne des Télécommunications " aan het "Agence du Numérique" kan zonder geen andere formaliteit op die datum tegenover derden inroepbaar worden gemaakt."

**Art. 4.** Artikel 26 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 26. Artikel 16 treedt in werking op 1 januari 2015."

**Art. 5.** Artikel 29 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 29. Artikel 23 treedt in werking op 1 januari 2015."

**Art. 6.** De artikelen 17, eerste lid, 18, 19, eerste lid, van hetzelfde decreet worden opgeheven.

**HOOFDSTUK II.** — *Diverse bepalingen en opheffingsbepalingen.*

**Art. 7.** In artikel 1, § 2, van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij de decreten van 18 december 2003 en 1 april 2004, worden de woorden "Agence wallonne des Télécommunications" (Waals Agentschap voor Telecommunicatie) vervangen door de woorden "Agence du Numérique".

**Art. 8.** In artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking worden, in punt 2°, de woorden "het "Agence wallonne des Télécommunications" (Waals Agentschap voor Telecommunicatie)" vervangen door de woorden "het "Agence pour l'entreprise et l'innovation" (Agentschap Ondernemen en Innoveren)"".

**Art. 9.** Bij dit decreet worden de artikelen 13, 28, 29 en 30 van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de Toekomst van Wallonië opgeheven.

**Art. 10.** De wet van 3 december 2005 betreffende de uitkering van een inkomenscompensatievergoeding aan zelfstandigen die het slachtoffer zijn van hinder ten gevolge van werken op het openbaar domein, gewijzigd bij de wetten van 22 december 2008 en 28 april 2010, wordt opgeheven.

**Art. 11.** Artikel 7 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Niettemin kunnen de zeer kleine ondernemingen :

1° verder in aanmerking blijven komen voor de vereffening van de in lid 1 bedoelde werkgelegenheidspremie als ze aantonen dat ze het bijkomend personeel behouden in de loop van de periode van het 1<sup>e</sup> tot het 8<sup>e</sup> kwartaal volgend op het referentiekwartaal, namelijk het derde kwartaal 2014;

2° een aanvraag voor de werkgelegenheidspremie verder blijven indienen voor de banen die gecreëerd zijn van het 4<sup>e</sup> kwartaal 2014 tot het 4<sup>e</sup> kwartaal 2016.

In de beide gevallen bedoeld in lid 2 zien ze tot 1 januari van het jaar volgend op de vereffening van de laatste werkgelegenheidspremie die ze gekregen hebben en volgens de nadere regels bepaald door de Regering, ervan af in aanmerking te komen voor het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportefolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille.

Daarnaast mogen de zeer kleine ondernemingen in de gevallen bedoeld in lid 2, 2°, de werkgelegenheidspremie en het supplement voor de jobcreatie in het kader van de investeringspremies bedoeld bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of middelgrote ondernemingen niet cumuleren.

In het geval bedoeld in lid 4 zien de zeer kleine ondernemingen tijdens de duur waarin ze nog in aanmerking kunnen komen voor de werkgelegenheidspremies en volgens de nadere regels bepaald door de Regering, af ofwel van de werkgelegenheidspremie en ofwel van het supplement voor de jobcreatie in het kader van de investeringspremies bedoeld in bovenvermeld decreet van 11 maart 2004.

**Artikel 1.** In artikel 3, § 1, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen vervallen de woorden "of een actie zoals bedoeld in de artikelen 7 tot en met 9".

In artikel 4 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen vervalt het tweede lid.

### HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Dit decreet heeft uitwerking :

1° op 1 januari 2015 wat betreft de artikelen 1 tot 7 en 10;

2° op 7 mei 2015 voor wat betreft artikel 8;

3° op 1 januari 2016 wat betreft artikel 9;

1° op 1 januari 2017 wat betreft de artikelen 11 en 12.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, zullen de erkende plaatselijke coördinatiestructuren, na 1 januari 2016 en overeenkomstig artikel 21 van het decreet, de uitvoering en de ontwikkeling van het beleid voor economische stimulering van het Gewest dat het voorwerp uitmaakt van een openbare financiering van het programma EFRO 2007-2013 voortzetten en dit, tot de definitieve afsluiting van de verplichtingen in verband met deze openbare financiering.

§ 3. Vanaf 1 januari 2016, in het kader van het programma EFRO 2014-2020 en van de volgende programma's, neemt het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" de opdrachten van de erkende plaatselijke coördinatiestructuren over.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 mei 2017.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,  
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging en Energie,  
C. LACROIX

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid en Huisvesting,  
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

—  
Nota

(1) Zitting 2016-2017

Stukken van het Waals Parlement, 704 (2016-2017) Nrs. 1 tot 11

Volledig verslag, plenaire vergadering van 3 mei 2017.

Bespreking.

Stemming.